

Sueurs froides en France

L'arrêt de huit réacteurs nucléaires allemands provoque des sueurs froides en France où le courant importé d'outre-Rhin permettait de passer les grands pics de consommation de l'hiver.

Des pénuries et des pannes d'électricité en France sont une «menace réelle», a averti le cabinet de conseil Capgemini dans son étude annuelle sur l'énergie en Europe. Le risque existe en cas de conditions «très défavorables», a reconnu le ministre de l'Énergie Eric Besson, en cas de temps «très froid» et de retards dans le lancement de centrales thermiques en Allemagne. En cause, en plus du manque de disponibilité de l'électricité nucléaire allemande: l'aggravation chaque année du phénomène de «pointes» annuelles de consommation, autour de 19h l'hiver. «Est-ce que pour autant on aura des pannes, ce n'est pas sûr», tempère Colette Lewiner, qui a dirigé l'étude de Capgemini. «Ça va dépendre du froid, du fonctionnement des réacteurs nucléaires en France, qui s'est beaucoup amélioré, de la disponibilité des moyens de production ailleurs, je pense par exemple que l'Allemagne fera plus tourner ses centrales à

charbon».

Toutefois, même avec l'appoint nucléaire allemand, la situation au cours des deux derniers hivers a déjà été difficile.

Une faiblesse

Car la France, bien qu'exportatrice nette d'électricité, a une faiblesse: championne du chauffage électrique, sa consommation bondit lors des grands froids. Il y a deux ans, l'Hexagone a été à plusieurs reprises très proche de ses niveaux d'importation maximale de 8 500 mégawatts de ses pays voisins (Allemagne, Royaume-Uni, Belgique, Suisse, Italie, Espagne).

C'est le «critère d'alarme», même si l'importation relève souvent d'une logique économique et d'interconnexion européenne.

LE CHIFFRE

32%

Le budget moyen dévolu par les Français à l'électricité et au chauffage a bondi de 32% en 10 ans, passant de 115 euros par mois en 2000 à 150 euros en 2010, selon une enquête du magazine 60 millions de consommateurs.



Nucléaire

GRANDE RESTRUCTURATION EN VUE POUR AREVA

Après la catastrophe de Fukushima, Anne Lauvergeon, l'ancienne patronne d'Areva, était montée au créneau pour rassurer sur l'atome. Sept mois plus tard, Luc Oursel, son successeur, doit gérer les conséquences de cet accident sur la filière nucléaire. La semaine dernière, le nouveau président du directoire annonçait la nécessité de repousser certains investissements et l'élaboration d'un plan stratégique post-Fukushima. Des activités en Allemagne seront ainsi stoppées suite à la décision du pays de sortir du nucléaire à l'horizon 2022. Cette annonce a été suivie par la démission immédiate d'Ulrich Gräber, le patron d'Areva outre-Rhin. Des rumeurs envisagent 3 000 à 4 000 suppressions de postes sur les 48 000 que compte le groupe dans le monde. Une usine belge serait fermée et des activités dans l'uranium en Allemagne et en Afrique seraient touchées. Areva ne confirme pas ces chiffres, mais a convoqué un comité de groupe européen pour la fin octobre. Le plan stratégique détaillé devrait être révélé le 13 décembre. ■ L.D.